



La chercheuse de l'Ong Human Rights Watch est présentée comme un cerveau qui manipule et désinforme pour le compte des bandes armées qui sèment la terreur dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest du Cameroun. Ilaria Allegrozzi est dos au mur au Cameroun.

La chercheuse de l'Organisation non gouvernementale « Human Rights Watch » a publié un rapport sur l'incident qui a coûté la vie à cinq civils, selon le gouvernement camerounais, le 14 février à Ngarbuh, dans la région du Nord-ouest.

Ce rapport rendu public le 25 février, est intitulé : « *Cameroun : Massacre des civils dans la région séparatiste* ». *Ilaria Allegrozzi y indique que 21 personnes civiles dont une femme et treize enfants ont été tués par les soldats de l'Armée camerounaise dans le village cité supra. La chercheuse accuse également les soldats camerounais d'avoir « incendié cinq maisons et commis de nombreux pillages et autres passages à tabac des populations, accompagnés en cela par plusieurs membres de l'ethnie peule Mbororo.*»

Des accusations rejetées en bloc par le gouvernement camerounais. Au cours d'un point de presse hier (jeudi nldr), le porte-parole du gouvernement, René Emmanuel Sadi, a clairement démontré que l'Ong Human Rights Watch est la caisse de résonance des groupes terroristes qui multiplient les exactions dans les régions anglophones du Cameroun.

« Des preuves irréfutables »

Le ministre de la Communication apprend que le gouvernement camerounais détient des « preuves irréfutables » établissant des liens entre Ilaria Allegrozzi et de nombreux terroristes sécessionnistes « *qui mettent régulièrement à sa disposition et à sa demande, depuis le début de la crise dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, des photographies, des vidéos, ainsi que des informations sur leurs diverses abominations, afin que celle-ci servent plutôt d'arguments à charge contre nos forces de défense et de sécurité.* »

Sur le cas précis de Ngarbuh, l'exploitation du téléphone portable du terroriste sécessionniste Nfor Yacubu a permis « d'établir que l'intéressé entretient d'étroites relations de complicité active avec Madame Ilaria Allegrozzi. »

Le ministre de la communication poursuit : « *c'est ainsi que dans plusieurs de leurs échanges par messages téléphoniques, cette dernière demande au terroriste, alors présentée comme un spécialiste du trucage d'images destinées à la propagande sécessionniste [...] de lui fournir autant que possible, en les fabriquant de toute pièce, des documents visuels, photographies et vidéos, montrant les Forces camerounaises de défense et de sécurité en train de commettre des violences sur des civils. »*

Ce sont ces images qu'elle utilisera pour rédiger son rapport. On se souvient que les autorités camerounaises avaient expulsé Ilaria Allegrozzi hors du territoire national le 12 avril 2019 pour les mêmes « *manœuvres pernicieuses.* » « *On peut donc comprendre l'acharnement particulier avec lequel, depuis lors, Madame Allegrozzi mène une véritable vendetta contre notre pays, principalement dirigée contre les Forces nationales de défense et de sécurité, et contre le gouvernement camerounais, sous le faux prétexte de la protection des droits humains* », tranche René Emmanuel Sadi.